

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 27 avril 2017

SOMMAIRE

- 1) **Encore un gros coup de rabet**
- 2) **Et lui il a semé des mauvaises graines**
- 3) **La consultation des insoumis**
- 4) **Le 49-3 risque de revenir !**
- 5) **Je me voyais déjà en haut de l'affiche...**
- 6) **L'écart risque de se creuser...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Programme Macron : Les retraités ont du souci à se faire !



par Thierry Benne,

Après une longue attente, le programme Macron vient à peine d'être publié qu'il pose déjà de graves questions à une catégorie électorale qui réunit pas moins de 17 millions d'électeurs : les retraités. En effet à la lecture attentive du document, ceux-ci peuvent dès à présent légitimement nourrir plusieurs sujets d'inquiétudes quant au maintien de leur pouvoir d'achat.

Sommaire

- Une augmentation de la CSG comprise entre 25 et 40%
- Le flou concernant les cotisations maladie et la contribution dépendance
- Un net déséquilibre entre actifs et retraités
- Les provisions redirigées vers les entreprises
- L'assurance-vie menacée
- Taxe d'habitation : une exonération démagogique
- Les retraités seront les victimes de demain

Une augmentation de la CSG comprise entre 25 et 40%

1 – Le premier a trait à l'augmentation générale de 1,70 point du taux de la CSG. On sait que, comme tous les autres revenus de remplacement, les retraites bénéficient d'un taux spécifique de 6,60%. Certes le candidat précise qu'échapperont à l'augmentation les retraités bénéficiant de taux réduits, mais sans précisément indiquer lesquels, si bien qu'on ne sait pas si le taux spécifique de 6,60% inférieur au taux de droit commun de 7,50% fait ou non partie desdits taux réduits. Pire encore, rien n'indique dans le programme si c'est ce taux qui sera augmenté de 1,70% auquel cas la CSG retraite passerait à 8,30% (soit une augmentation quand même de plus de 25%) ou si tout simplement les retraités rejoindraient d'abord le taux général de 7,50% avant l'application de la majoration de 1,70 point, soit alors un prélèvement total de 9,20% auquel cas l'augmentation de 2,60 points passerait à près de 40% ! Or on sait que dans un programme, l'ambiguïté profite toujours au candidat, jamais à ses électeurs !

Le flou concernant les cotisations maladie et la contribution dépendance

2 – Même incertitude, même ambiguïté, à propos du sort des deux cotisations maladie (1,00%) et dépendance (0,30%) qui pèsent sur les retraités. Si on sait bien que les cotisations maladies et chômage disparaîtront des retenues salariales en procurant donc aux salariés une économie de 3,10% sur leur salaire, rien de semblable n'est annoncé quant à l'éventuelle suppression de la cotisation maladie des retraités, ni de celle de leur contribution dépendance.

Un net déséquilibre entre actifs et retraités

3 – Si donc pour les salariés le calcul de l'incidence nette de la réforme est simple et aboutit à une économie de $3,10 - 1,70 = 1,40\%$ (par souci de simplification, tous nos calculs négligeront la réduction de base de 1,75%) de leur salaire augmentant conséquemment leur pouvoir d'achat, il en va tout autrement pour les retraités laissés piteusement dans l'incertitude. En effet, sauf -hypothèse peu probable- à ce que le taux de 6,60% soit considéré comme un taux effectivement réduit, ils peuvent espérer au mieux que leur pouvoir d'achat ne sera amputé que de $1,70 - 1,30 = 0,40\%$, si la déduction des cotisations maladie et dépendance est admise, alors que dans le cas contraire, il pourra l'être au pire de 2,60% (= 9,20 - 6,60). De toute manière face à l'impôt, il est clair que le plan Macron opère une discrimination au détriment des retraités, puisque ces derniers seraient pour l'instant les seuls à laisser des plumes dans la réforme, qui profite au contraire à l'ensemble des salariés et plus largement encore aux autres actifs. L'écart est significatif puisqu'en période de quasi-blocage des pensions, les actifs gagneraient :

- 1,40% là où les retraités perdraient au moins 0,40% (écart résultant avec les salariés = 1,80%, soit $1,40 + 0,40$),
- plus probablement 1,70% pour une CSG à 8,30% (écart comparatif résultant porté alors à 3,10%, soit $1,40 + 1,70$)
- et peut-être même 2,60% pour une CSG à 9,20% (écart comparatif résultant = 4,00%, soit $1,40 + 2,60$).

Il s'agit de toute manière d'un sérieux coup de canif à l'équilibre entre les générations, comme si, avec ce déclassement des retraités, s'enclenchait sournoisement cette euthanasie financière qu'appellent de leurs vœux plusieurs économistes. Ces derniers visent en effet à réduire drastiquement le poids des retraites au profit

d'autres acteurs, mais en oubliant tout simplement qu'avant de percevoir leurs pensions, la plupart des retraités ont acquitté durant quatre décennies au moins de lourdes cotisations qui devraient leur avoir acquis quelques droits. Quoi qu'il en soit, cet arbitrage entre actifs et retraités, ouvertement défavorable aux derniers, qui plus est, réduits au pain sec ces dernières années, mérite au moins quelques sérieuses explications. Or pour l'instant, on est obligé de constater qu'elles font cruellement défaut et que le candidat est particulièrement discret sur ce point important de son programme.

Les provisions redirigées vers les entreprises

4 – Par ailleurs, le candidat veut s'en prendre à l'emploi des provisions des régimes de retraites qu'il souhaite rediriger à hauteur de quelque 15 à 20 milliards d'euros en direction de l'investissement en entreprise, via notamment des fonds de pension. Sans nécessairement critiquer cette orientation destinée à redynamiser notre économie, on ne peut reprocher aux retraités de nourrir quelque appréhension vis-à-vis d'une réforme qui n'est pas exempte de risques, si on ne l'assortit pas de sérieux garde-fous. Or on peut douter sérieusement de la compétence et de la pertinence des autorités publiques pour définir ces garde-fous, alors que malgré leurs innombrables corps de contrôle et d'inspection, tous plus prestigieux les uns que les autres, elles n'ont pas su éviter toute une série de désastres financiers comme la faillite du Crédit Lyonnais, la recapitalisation forcée d'Air France, la descente aux enfers d'Aréva, le lent dévissage d'EDF ou la claudication persistante de la SNCF, tout le monde s'accordant en sus pour dénoncer la piètre qualité d'actionnaire de l'État. Bien entendu de ces garanties, de ces précautions indispensables pour que les fonds de pension à la française soient rigoureusement sélectionnés, prudemment gérés et sérieusement contrôlés par des autorités de préférence privées et strictement indépendantes, pas un mot comme si le plus important était que le monde financier puisse fondre sur une nouvelle épargne dont il s'empresserait d'extraire d'intéressantes commissions, sans avoir à garantir raisonnablement la sécurité, ni la pérennité de ses choix.

L'assurance-vie menacée

5 – Toujours à propos d'épargne, on sait qu'en moyenne chaque Français épargne environ 16% de ses revenus annuels. Or compte tenu des incertitudes et des réformes incessantes qui

affectent leurs retraites, nombre de Français ont pris la précaution de se constituer une assurance-vie pour leurs vieux jours. Jusqu'alors, celle-ci – dès que souscrite au moins depuis 8 ans – n'acquittait en cas de retrait que des prélèvements sociaux de 15,50% sur les revenus capitalisés dans la limite d'un plafond annuel de € 4 600 pour un contribuable isolé, € 9 200 pour un couple. L'imposition à l'impôt sur le revenu au taux réduit de 7,50% ne commence en effet qu'au-delà de ces plafonds. Manifestement tel qu'en l'état, le plan Macron n'a cure de ces subtilités et porte immédiatement à 30% le prélèvement sur les produits de l'assurance-vie, soit une augmentation d'impôt de 94% (30,00/15,50) sur la partie sous plafond et d'un peu plus de 30% au delà (soit 30,00/23,00) lorsque les retraits intègrent un revenu excédant les plafonds précités ! Certes, devant la levée de boucliers de tous les professionnels de l'assurance-vie, le candidat a concédé ne plus vouloir appliquer sa réforme qu'aux nouveaux versements, ce qui compliquera un peu plus une fiscalité où les assureurs ne font rien pour faciliter le suivi dans le temps des revenus acquis. Belle augmentation quand même pour quelqu'un qui prétend sans rire vouloir restituer du pouvoir d'achat aux Français, promouvoir la capitalisation et réduire la dépense publique.

Taxe d'habitation : une exonération démagogique

6 - En outre, le candidat s'est fait fort d'exonérer de cet impôt 80% des redevables actuels de la taxe d'habitation, l'État venant se substituer à ces "affranchis" pour régler l'impôt communal. On glissera sur l'évident racolage électoral qui met en péril l'autonomie des collectivités territoriales, comme sur la croix qui est ainsi faite sur une véritable révision de valeurs cadastrales devenues folles. Mais le vrai problème, c'est que de mémoire de fiscaliste, de publiciste ou de contribuable, on n'a jamais vu l'État tenir ni complètement, ni durablement ses engagements. Les exemples abondent en effet où, prétextant toujours une circonstance imprévue ou quelque nouvelle condition, il rabote rapidement ses versements. Or, dans le plan Macron, on voit déjà poindre des exigences de bonne gestion des collectivités territoriales qui fourniront sans peine le prétexte nécessaire pour permettre à l'État de se désengager progressivement dans les années qui suivent. Et ce n'est pas aux retraités que l'on apprendra ce qui se passera alors, les collectivités territoriales ayant toujours eu une très fâcheuse tendance à transformer en impôt local les sommes que l'État ne leur verse plus. Par ailleurs, cette exonération parfaitement démagogique venant

venant s'ajouter à celles déjà existantes incitera inévitablement l'immense majorité des locataires à demander toujours plus à leurs élus, puisqu'en définitive ils seront exonérés de toute participation aux charges locales. Or les retraités savent bien que c'est dans leurs propres rangs que se trouveront une bonne partie des contribuables qui, exclus de toute exonération, vont devoir au fil des ans faire face à de fortes augmentations d'impôts pour combler les déficits dus tant au cumul des moins-values à venir sur les concours que l'État va tailler en biseau qu'au coût des exigences croissantes de la démagogie ambiante.

Les retraités seront les victimes de demain

7 – D'autre part, les retraités propriétaires d'un logement ont tout à craindre du flou qui entoure actuellement le sort de la taxe foncière, elle aussi un temps promise à la disparition, avant que la question ne quitte brutalement l'actualité pour être récemment recyclée dans le nouvel ISF. Précisément pour cet ISF, que le candidat avait d'abord début 2016 envisagé de supprimer, mais qu'en définitive il conserverait, tout en le recentrant sur la "rente foncière" (terme exquis avec son discret relent de lutte des classes !), le doute demeure à la fois quant au sort fiscal des actifs mobiliers (dont précisément les assurances-vie) autres que les valeurs d'entreprises exonérées et quant aux taux définitivement retenus et aux barèmes utilisés. En effet si comme annoncé, ces derniers demeureraient prétendument inchangés alors que chuteraient les bases d'imposition cantonnées aux seuls biens fonciers, il y a fort à parier que le produit du nouvel ISF se réduirait rapidement à une peau de chagrin mettant en cause sa subsistance. On le voit, il règne plus qu'un certain flou sur les intentions du candidat. Cela fait pourtant partie des choses qu'un électeur a le droit de savoir avant de se déterminer. Enfin la poursuite ou l'abandon de la réforme actuellement en cours de la généralisation de la retenue à la source ne sont pas davantage évoqués, alors que les retraités actuellement assujettis à l'impôt sur le revenu peuvent légitimement craindre, la Gauche ne s'en est pas cachée, que ladite retenue ne serve de cheval de Troie à un prochain renforcement de la progressivité, via un nouvel impôt unique sur le revenu incorporant la CSG.

En résumé, il demeure beaucoup encore – et disons-le tout net – beaucoup trop de zones d'incertitudes pour un programme qui aurait dû tirer de sa publication tardive un degré supérieur de finition et d'information. Or ce dernier fait

encore manifestement défaut. Quant à ce qu'on sait vraiment déjà :

- avec l'augmentation de la CSG sans contrepartie annoncée,
- avec la réorientation d'une part des provisions constituées par les Caisses de retraite vers les risques d'entreprise, sans indiquer les précautions prises pour garantir la sécurité des nouveaux placements,
- avec la sur-taxation prochaine de l'assurance-vie,
- avec l'extension démagogique de l'exonération de la taxe d'habitation,
- et avec enfin la constatation douloureuse de la diminution continue de leur pouvoir d'achat accentuée encore par le long blocage de leurs pensions,

les retraités n'ont nul lieu d'être satisfaits de mesures qui manifestement les rangent d'ores et déjà parmi les principaux perdants du programme du candidat.

irefeurope.org



II) Manuel Valls : «Quand on mène une campagne d'extrême gauche, on ne récolte que ce qu'on a semé»

Réactions.

Invité sur la matinale de France inter Manuel Valls s'est exprimé sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. «J'étais partagé entre un Front national très haut, qui s'est banalisé, satisfait aussi de voir le score d'Emmanuel Macron, il représente un changement et une espérance, et triste également pour le PS. Le PS c'est une histoire, le score de Benoît Hamon apparaît comme une meurtrissure», a expliqué Valls.

Pour l'ancien Premier ministre, c'est la fin d'un monde. «Il faut être clair, c'est la fin d'un cycle, la fin d'une histoire. Nous sommes dans une phase

de déconstruction. J'aimerais que l'on soit dans la reconstruction avec les législatives». A la question de savoir s'il avait des regrets, Valls répond non et accable à Benoît Hamon : «Quand on mène une campagne d'extrême gauche, on ne récolte que ce qu'on a semé.»



III) La France insoumise sonde ses troupes

Par christophe Gueugneau

La consultation des 440 000 soutiens de la France insoumise démarre ce mardi. Les militants pourront dire s'ils veulent voter Emmanuel Macron, blanc ou nul, ou s'abstenir. Le candidat ne devrait pas s'exprimer avant le résultat. De leurs côtés, le PCF et Ensemble appellent à battre le Front national.

La France insoumise, depuis dimanche soir, a pris des airs de France injoignable. Depuis la déclaration de Jean-Luc Mélenchon, quelques heures après les résultats du premier tour de la présidentielle qui le plaçaient quatrième (avec plus de 19 % des voix), dans laquelle il confirmait la tenue d'une consultation, ces jours prochains, des plus de 440 000 soutiens de La France insoumise, l'équipe de campagne du candidat – ce noyau de très proches – est aux abonnés absents. Ou presque. Alexis Corbière, le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, était l'invité lundi matin de BFM TV et lundi soir sur France 5. Mais les messages envoyés par les journalistes restent le plus souvent sans réponse. La fameuse consultation, annoncée pour mardi matin, n'a vu le jour qu'en toute fin d'après-midi, à 18 heures. La faute à une série de réunions dans l'équipe de campagne, mais aussi au contrecoup : après des mois d'effervescence, l'équipe prend un peu plus le temps.

La déclaration, dimanche soir, de Jean-Luc Mélenchon, dans laquelle perçait l'amertume, appelle pourtant une suite. Dans cette courte intervention (voir ci dessous), Jean-Luc Mélenchon semblait renvoyer dos à dos les deux finalistes, parlant d'un « second tour entre deux candidats qui approuvent et veulent prolonger, les deux, les institutions actuelles, qui n'expriment aucune prise de conscience écologique, ni sur le péril qui pèse sur la civilisation humaine, et qui les deux comptent s'en prendre une fois de plus aux acquis sociaux les plus élémentaires du pays ».

<https://youtu.be/eeDBGyRT2ts>

Quarante-huit heures plus tard ou presque, les choses ont peu progressé. La consultation a été mise en ligne à 18 heures et annoncée par un communiqué. « Elle devrait être mise en ligne sous peu, le texte vient d'être finalisé », nous avait annoncé Éric Coquerel, co-coordonateur du Parti de gauche, peu avant 17 heures. Le communiqué, envoyé par l'équipe presse de Mélenchon, en donne le texte final :

« Aucun d'entre nous ne votera pour l'extrême droite. Pour autant, doit-on donner une consigne de vote ? Nous étions convenus depuis le début de notre campagne que les votes du premier tour ne seraient pas récupérés pour quelqu'un d'autre au second tour. Notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, a loyalement respecté son engagement à ce sujet. Donc, comme cela avait été indiqué depuis le lancement de la campagne présidentielle du mouvement de la France insoumise, nous organisons ce jour la prise de parole des insoumis à propos de la position qu'ils adoptent personnellement sur le second tour de l'élection présidentielle. Il ne s'agit pas de donner une consigne de vote mais de faire connaître la position des insoumis. Nous vous invitons donc à nous faire part de votre choix à ce sujet parmi les différentes possibilités ci-dessous. Cette consultation sera close ce mardi 2 mai à 12 h 00 et est réservée aux signataires de la France insoumise enregistrés avant le dimanche 23 avril à 22 h. Ce choix est secret. Nous n'en publierons que le résultat et la liste des participants sera détruite. Comme chacun le sait, le mouvement de la France insoumise est, par définition, lié aux principes de notre devise républicaine "Liberté, égalité, fraternité". Le vote pour la candidate d'extrême droite ne saurait donc représenter une option.

Je dis mon choix :

Choix 1 : Je vote blanc ou nul

Choix 2 : Je vote Emmanuel Macron

Choix 3 : Je m'abstiens. »

Lundi, sur BFM, Alexis Corbière – qui a écrit de nombreux ouvrages de lutte contre le FN – avait fait part du « terrible dilemme » dans lequel se trouve l'équipe de la campagne. À propos de la consultation, il avait ajouté : « L'affaire est simple, personne ne votera Front national. J'irai voter, mais il va y avoir plusieurs attitudes et elles sont toutes dignes. Mais quelqu'un qui va voter Marine Le Pen se trompe, parce que ça n'est pas avec la xénophobie que l'on va régler le problème. Entre le pire et ceux qui fabriquent le pire, l'un nourrit l'autre. Il faut que tout le monde comprenne bien que nous n'aurons rien à voir avec Emmanuel Macron s'il est élu président de la République. » Le même était le soir sur France 5, sur le plateau de « C à Vous ». Et il l'a redit : « Il n'y aura pas une voix pour le Front national », mais il a également dénoncé la remise en cause, voulue par Emmanuel Macron, « du code du travail par ordonnance ».

Mardi matin, Éric Coquerel a précisé, à propos de la consultation, qu'« il y aura un préalable dans lequel il sera dit que pas une voix ne doit aller au FN. Et ensuite des cases à cocher ». Éric Coquerel précisait : « À la fin, on donnera tous les résultats [...] et chacun en conscience décidera. » Le vote devrait donc être clos mardi 2 mai. Jean-Luc Mélenchon ne devrait pas s'exprimer publiquement d'ici là, « du moins, c'est ce qui est prévu », selon Coquerel.

Le Parti de gauche a publié mardi à la mi-journée un communiqué dans lequel il estime que le second tour « ne réglera en rien la situation de la France ». « Il n'y a heureusement aucune chance que la candidate de la haine, de la division et de la xénophobie l'emporte, c'est donc la poursuite de la politique des deux quinquennats passés qui continuera », ajoute le texte. Un conseil national de la formation se réunira samedi pour donner « sa position sur la suite et notamment le second tour des présidentielles », est-il précisé.

Dans un communiqué publié dès dimanche soir, Ensemble, autre parti allié à La France insoumise pour les campagnes présidentielle et législatives, était, lui, clairement en faveur d'un vote de barrage au Front national. « Il faut désormais empêcher une victoire de l'extrême droite qui ferait courir un grave danger aux libertés fondamentales, aux droits démocratiques et

sociaux, ce d'autant plus que la Constitution de la Ve République donne des pouvoirs considérables au Président », estime le texte. « Le mouvement Ensemble! appelle à la mobilisation, dans la rue le 1er Mai, en votant contre Le Pen le 7 mai, pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. »

Le Parti communiste français appelle lui aussi clairement à voter contre Marine Le Pen au second tour le 7 mai. « Dans un seul et même mouvement », a déclaré mardi le secrétaire national Pierre Laurent, lors d'une conférence de presse, le PCF appelle « à battre le plus largement possible Marine Le Pen le 7 mai [...] et à construire, dès le lendemain, des victoires aux élections législatives dans le maximum de circonscriptions pour pouvoir combattre résolument les choix libéraux d'Emmanuel Macron comme les forces ultra-réactionnaires de l'extrême droite et de la droite ». Pierre Laurent a cependant jugé, lors de cette intervention, « irresponsable » de la part d'Emmanuel Macron « de chercher à faire du vote du second tour une adhésion à son programme ».



Pierre Laurent le 25 avril au siège du PCF © CG

Mais la conférence du PCF avait un autre but qu'un simple appel à faire barrage au FN au second tour. Alors qu'aucun accord n'a encore été trouvé avec La France insoumise pour les législatives de juin, Pierre Laurent a tenté de faire monter la pression. Estimant que ces législatives s'annoncent « cruciales », le secrétaire national a estimé que la dynamique enclenchée lors du premier tour de la présidentielle « se poursuivra à une condition : que les forces qui ont permis ensemble le score de Jean-Luc Mélenchon envoient très vite un signal fort de mise en commun de leurs forces dans cette nouvelle bataille ». « C'est l'appel que je lance, notamment à la France insoumise, dont je ne comprends pas le silence à nos appels pour une discussion commune sur les législatives depuis dimanche, mais aussi à toutes les forces de gauche qui sont prêtes à s'en saisir ».

Il n'y a vraisemblablement pas que les journalistes qui aient du mal à joindre Mélenchon et ses proches ces jours-ci.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Manuel Valls veut participer à la majorité gouvernementale d'Emmanuel Macron (et enterre un peu plus le PS)

L'ex-Premier ministre a balayé l'hypothèse d'une exclusion du PS de ceux qui, comme lui, auraient apporté leur soutien à Macron avant le premier tour.

Le HuffPost avec AFP



AFP Manuel Valls au soir de sa défaite à la primaire de la gauche, le 29 janvier.

POLITIQUE - L'élection présidentielle a provoqué un "changement de culture", selon Manuel Valls, qui ne doit pas empêcher que son camp s'y investisse. Devant ses proches, l'ancien Premier ministre a estimé mardi 25 avril qu'il leur fallait "participer à cette majorité présidentielle" en cas d'élection d'Emmanuel Macron au second tour le 7 mai face à Marine Le Pen.

Si Emmanuel Macron parvenait à l'Élysée, "nous

devons participer à cette majorité présidentielle, et soyons plus clairs, à la majorité gouvernementale qu'il faudra construire" et "soutenir un gouvernement qui d'une manière ou d'une autre sera d'unité nationale ou d'entente républicaine. C'est un changement de culture", a affirmé Manuel Valls, devant environ 200 personnes, dont un quart de parlementaires.

L'ancien chef du gouvernement a par ailleurs balayé l'hypothèse d'une exclusion du PS de ceux qui auraient apporté leur soutien au candidat d'En Marche!. "Il serait étonnant que ceux qui ont amené le candidat du PS à un tel niveau nous disent qui est au PS ou pas", a-t-il lancé, en allusion à la déroute de Benoît Hamon au premier tour de la présidentielle (moins de 6,4%), selon des propos rapportés par plusieurs participants.

"Nous sommes socialistes, personne ne peut nous exclure", a insisté l'ancien Premier ministre, qui s'était attiré de vives critiques au PS en appelant fin mars à voter Macron dès le premier tour.

"Une campagne autonome du PS? Mais pour quoi? Mais pour qui?"

Si Manuel Valls et ses proches ambitionnent de participer à une future majorité comme socialistes, Emmanuel Macron comme le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis ont toutefois prévenu régulièrement qu'il ne pourrait y avoir de double étiquette PS-En Marche! Mais l'incertitude demeure encore quant aux investitures des candidats d'En Marche!, qui devraient être repoussées après le second tour, en laissant ainsi ouverts des accords avec certains candidats PS.

"Qui pense sincèrement que nous pouvons bâtir des alliances avec Jean-Luc Mélenchon? Soyons bien conscients. Il y aura d'autres rendez-vous", a lancé Manuel Valls devant 40 à 50 parlementaires. Quant à "une campagne autonome du PS", comme le proposent certains ténors PS, "mais pour quoi? Mais pour qui?", a-t-il écarté.

À propos du second tour le 7 mai Macron-Le Pen, Manuel Valls a lancé une "mise en garde": "rien n'est fait. Rien n'est joué. Marine Le Pen peut l'emporter". "Il y a une lame de fond puissante nourrie de démagisme, de réaction, de nihilisme de droite et de gauche", a-t-il averti.

Dans la salle se trouvaient notamment côté gouvernement le ministre Patrick Kanner et le secrétaire d'État Jean-Marie Le Guen. Ainsi que les parlementaires les plus proches de Manuel Valls: Didier Guillaume, Olivier Dussopt,

Philippe Doucet ou encore Malek Boutih.

Lundi, Manuel Valls avait déjà acté "la fin d'une histoire au PS" et souhaité la "reconstruction" de son parti. "Je regardais ces résultats comme un moment de rupture", a-t-il indiqué au lendemain de la défaite historique pour le PS. "Ce score agit comme une meurtrissure pour ses électeurs et son histoire", a aussi regretté l'ex-locataire de Matignon.

huffingtonpost.fr

V) Baroin «disponible» pour Matignon si la droite gagne les législatives

Par Tristan Quinault Maupoil ,AFP agence



L'ancien ministre LR François Baroin Crédits photo : Liebig Christian ABACA

L'ancien ministre est «absolument convaincu» que la droite peut l'emporter et se voit à la tête d'un gouvernement de cohabitation.

François Baroin est dans les starting-blocks. L'ancien ministre, qui a été présenté pendant la campagne présidentielle comme le probable futur premier ministre de François Fillon en cas de victoire, ne désespère pas d'entrer à Matignon. Invité mercredi de Cnews, il s'est dit «absolument convaincu» que la droite pouvait remporter les élections législatives de juin prochain.

«Cette présidentielle étant hors normes, où quelqu'un inconnu il y a deux ans va devenir président de la République, probablement, si les Français en décident ainsi; où les deux partis de gouvernement qui ont dominé la Ve République depuis 1958 sont effacés du premier tour, je suis

absolument convaincu que nous pouvons obtenir une majorité parlementaire qui n'est pas de la sensibilité du futur président», a expliqué le sénateur-maire de Troyes.

Il a fustigé ceux, qui dans son camp, font des appels du pied à Emmanuel Macron. «Je n'imagine pas une seconde que des gens de notre famille aillent à la soupe pour un petit poste. Ils se mettront de fait en dehors de notre famille», a déclaré François Baroin, allusion à Christian Estrosi et Bruno Le Maire qui ont évoqué la possibilité de participer à une coalition avec le fondateur d'En Marche!.

«Je n'appartiendrai à aucune coalition sous quelque forme que ce soit», a rétorqué le président de l'Association des maires de France (AMF). À l'inverse, François Baroin s'est dit «disponible pour gouverner» si les Français décident d'opter pour «une alternance sans équivoque». «S'ils veulent tourner la page de Hollande et de Macron réunis (...), alors ils choisiront un gouvernement de droite et de centre-droit», a-t-il glissé.

«Pas possible» de reprendre le programme de Fillon

Chez LR, «nous avons un calendrier, une équipe, une méthode, nous savons ce que nous allons faire dès le 1er juillet de la mise en place de la session extraordinaire», a insisté le sénateur qui plaide pour «une loi d'orientation et de sécurité intérieure de la justice pour réarmer l'Etat, un collectif budgétaire pour abaisser la fiscalité sur les classes moyennes qui ont été massacrées par Hollande et Macron», «un collectif social pour engager la réforme sociale sur le code du travail, sur le coût du travail, et préparer l'avenir de la préservation du système de retraite».

L'ancien ministre a par ailleurs jugé que concourir aux élections législatives avec le programme de François Fillon, «n'est pas possible». «Les Français se sont exprimés, ce serait une faute grave de ne pas entendre le message des Français», a-t-il dit. «Je souhaite qu'on soit en situation d'offrir un projet où il n'y a pas d'augmentation d'impôt, qui soit équilibré au plan budgétaire, de justice sociale», a-t-il affirmé en précisant qu'il ne «sera pas candidat à la tête du parti politique». Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, est cité pour le poste.

La tentation de Matignon

Ce n'est pas le premier scénario évoqué qui

permettrait à François Baroin d'arriver à Matignon. Dès la primaire de la droite, Nicolas Sarkozy avait présenté son ancien ministre comme son futur chef de gouvernement en cas de victoire. Puis, c'est François Fillon qui a fait de même après le rassemblement du Trocadéro du 5 mars, lors duquel François Baroin est apparu à ses côtés alors que les principaux ténors de droite se détournent de lui. «Il est incontestable que François Baroin est à mes côtés depuis des semaines et des semaines, qu'on travaille ensemble d'abord pour gagner cette élection mais aussi pour préparer l'équipe et le calendrier de mise en œuvre de mon projet politique», avait déclaré le candidat le 15 avril dernier.



Tristan Quinault Maupoil
AFP agence

lefigaro.fr

LE FIGARO • fr

VI) Qu'allez-vous faire M. Macron contre les fractures de notre société ?



"Contre les fractures majeures de notre société, celle entre classes sociales, riches et pauvres, et celle culturelle entre des identités qui se rejettent", qu'allez-vous faire ?

Par Abdennour Bidar

Monsieur Macron, vous êtes probablement notre prochain président de la République. Je vous invite à exercer cette responsabilité suprême en vous rappelant constamment – comme cap majeur

de votre action – ce qui a essayé de nous rassembler tous depuis les terribles attentats de janvier 2015 : le désir de fraternité. Le désir de "relire notre devise républicaine de droite à gauche", en commençant par une fraternité qui seule peut faire du désir de liberté et d'égalité autre chose qu'une revendication égoïste pour "ma" liberté ou l'égalité de "mes" droits ou de ceux de "ma" communauté.

Ce désir de fraternité, c'est aujourd'hui l'engagement, le combat quotidien de millions d'entre nous qui luttent contre les deux fractures majeures de notre société : la fracture entre classes sociales, riches et pauvres, et la fracture culturelle entre des identités qui se rejettent... Qu'allez-vous faire, M. Macron, contre ces deux fractures ? Qu'allez-vous faire pour la fraternité ? Le mieux que vous puissiez faire est d'apporter le soutien de l'Etat à tous nos concitoyens qui ont entrepris de se battre pour "retisser" tous nos liens sociaux déchirés, c'est-à-dire réparer des inégalités devenues scandaleuses et faire reculer les intolérances, les haines, les racismes.

Mettez votre pouvoir au service de cette cause nationale. Vous êtes un homme d'audace ? Prouvez-le, en osant ce formidable geste symbolique de créer un ministère de la Fraternité ! Celui-ci prendrait en charge toutes les fraternités concrètes : la solidarité avec les plus fragiles, l'égalité des chances, l'éducation de notre jeunesse au respect des différences et au sens de l'intérêt général, un nouveau contrat écologique avec notre environnement, etc. Vous voulez libérer l'énergie de la France ? Mettez-vous au service de l'énergie des fraternels.

Une vie spirituelle partageable entre tous

C'est un citoyen de culture musulmane qui vous demande cela. Et ce n'est pas anodin. Vous le savez, en effet, ces dernières années la crise de notre société française s'est cristallisée (trop) souvent autour de l'islam. Toutes nos fractures s'y sont rencontrées : fractures d'identités et de croyances, fractures sociales et économiques qui créent des zones de misère où se développe la radicalité religieuse.

Il y a une fraternité à renouer d'urgence entre la France et ses musulmans. Sinon ? Le rejet des musulmans va encore grandir, et la prolifération d'un islam rétrograde va se poursuivre. Jusqu'où allons-nous laisser s'aggraver des deux côtés la tentation de faire sécession ?

Jusqu'à la guerre civile ? Ce n'est pas une question de fraternité parmi d'autres. Notre capacité à fraterniser avec nos concitoyens musulmans sera déterminante. Elle signifiera que nous avons enfin su réparer les plus graves déchirures de notre histoire et de notre temps : les traumatismes et les fautes de la colonisation, le spectre maudit du choc des civilisations, les ghettos où croupissent toutes les relégations et les ressentiments.

Et enfin, monsieur Macron, ne l'oubliez surtout pas : l'islam et les musulmans nous rappellent – avec les catholiques, les protestants, les juifs, etc. – notre responsabilité la plus profonde et la plus cruciale : celle de trouver une fraternité entre croyants, agnostiques et athées. Avez-vous pensé à cette dimension spirituelle de notre défi social ? Avez-vous réfléchi à ce que pourrait être une vie spirituelle partageable entre tous, laissant chacun libre de sa conviction tout en nous rassemblant dans un sacré commun ? Dans notre pays laïque, la fraternité sera spirituelle ou ne sera pas.

Abdenour Bidar

Philosophe, essayiste, spécialiste de l'islam et des évolutions contemporaines de la vie spirituelle.

tempsreel.nouvelobs.com

A Suivre... La Presse en Revue

